



Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Interpellation

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 13-INT-26

Déposé le : 21.05.13

Scanné le : _____

Art. 115 et 116 LGC L'interpellation est une demande d'explications ou de précisions adressée au CE sur un fait du gouvernement ou de son administration. Elle porte sur une compétence propre ou déléguée du CE et peut être développée oralement devant le GC. Les questions qu'elle contient sont exprimées de telle manière que le CE puisse y répondre et sont suffisamment précises pour qu'une réponse courte y soit apportée dans le délai légal (attention : ne pas demander un rapport, auquel cas il s'agit d'un postulat).

Délai de réponse dès le renvoi au CE : trois mois.

Titre de l'interpellation

Appartenance religieuse dans le Registre cantonal des personnes

Texte déposé

La loi fédérale sur l'harmonisation de registres demande aux cantons de transmettre à l'autorité fédérale certaines données personnelles de ses habitants, notamment leur appartenance à une communauté religieuse reconnue de droit public ou reconnue d'une autre manière par le canton (art. 6 lettre I). Cette exigence est relayée dans la loi cantonale sur le contrôle des habitants (art. 4).

Depuis l'été 2012, les formulaires rédigés par le Service de la Population (SPOP) et concernant la déclaration d'arrivée d'une personne dans la commune ne contiennent plus aucune référence à l'appartenance religieuse. La procédure d'enregistrement au guichet n'impose pas la question pour des raisons de simplification administrative. La donnée n'étant plus déclarée, la commune inscrit dans ses fichiers informatiques la mention « appartenance religieuse inconnue ». Cette pratique administrative ignore la dimension spirituelle de la personne humaine, alors même qu'elle est reconnue par notre Constitution cantonale.

Les données statistiques actuelles relatives à l'appartenance religieuse font ainsi état d'une augmentation irréaliste du nombre de personne dont l'appartenance religieuse est inconnue. Ceci a d'ailleurs surpris les instances statistiques fédérales.

Dans les années à venir, nous devons nous attendre à une diversification des appartenances religieuses, minoritaires, dans notre pays. Cette nouvelle donne fera partie de notre identité collective. Il est à mon sens dangereux de simplement ignorer administrativement cette information.

Il est important, tant pour nos autorités, que pour la population de connaître la composition identitaire de notre population. De même que nous avons décidé de l'obligation de dispenser des cours de l'histoire des religions dans les écoles, nous devons tenir à jour correctement le registre des personnes.

Le manque de données dans le domaine religieux a pour conséquence de fausser la connaissance réelle du paysage religieux du Canton, c'est une donnée sociologique qui a son importance comme d'autres critères.

Commentaire(s)

Quelles démarches le Conseil d'Etat envisage-t-il d'entreprendre pour que les données concernant l'appartenance religieuse soient systématiquement et adéquatement inscrites dans le Registre cantonal des personnes ?

Conclusions

Souhaite développer ☒

Nom et prénom de l'auteur : Filip Uffer

Signature :

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature(s) :

Philippe Raudin
C. Uffner

Claudine Wyssa